

POLOGNE

La croissance du PIB réel devrait s'établir en moyenne à 3.3 % en 2014, avant de revenir à 3 % en 2015, puis de rebondir en 2016 pour remonter à 3 ½ pour cent, dans un premier temps sous l'effet d'un renforcement de la demande intérieure et d'une reprise progressive des marchés à l'exportation. L'inflation globale devrait rester faible pendant un bref laps de temps, avant d'enregistrer une légère hausse liée à la résorption du volant de ressources inutilisées.

Face aux signes annonciateurs d'un fléchissement de la croissance et d'une faiblesse de l'inflation, la banque centrale a abaissé son taux directeur d'un demi-point de pourcentage en octobre 2014 et une nouvelle baisse vers la fin de l'année serait appropriée. En 2015, l'essentiel de l'assainissement budgétaire (estimé à 0.5 % du PIB) résultera de la réforme déjà adoptée concernant le deuxième pilier du système des retraites, qui a toutefois pour effet d'accroître les engagements publics implicites au titre des retraites.

La croissance a fléchi

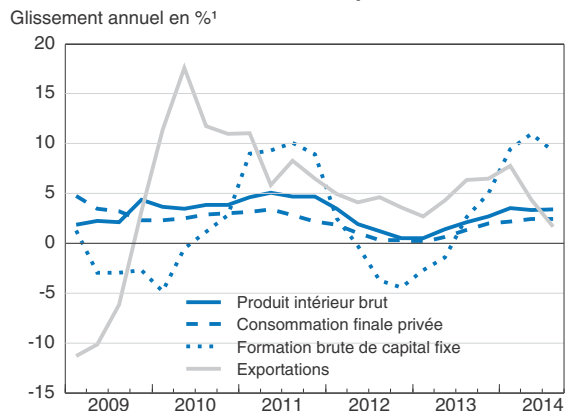
Après avoir connu une expansion plus rapide que prévu au premier trimestre de 2014, l'activité économique a légèrement marqué le pas. Le ralentissement de la croissance dans la zone euro et la recrudescence des tensions géopolitiques ont pesé sur l'expansion des exportations. Dans le même temps, la consommation intérieure était tirée par l'amélioration de la confiance des consommateurs et par une progression régulière de l'emploi et des salaires réels. L'embellie observée dans le secteur de la construction s'explique par un essor de l'investissement résidentiel et une reprise de l'investissement des entreprises.

La politique monétaire est favorable à l'activité

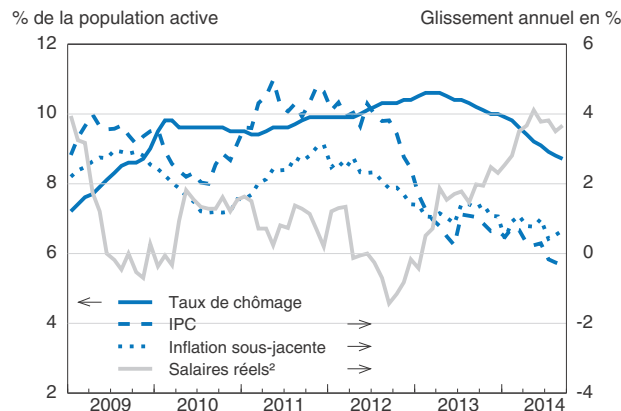
Après un second semestre de 2014 marqué par une croissance économique ralentie et une baisse des prix, les autorités monétaires ont amené le taux directeur à des niveaux record en octobre, adoptant une

Pologne

La croissance du PIB a été restreinte par la faiblesse des exportations



L'inflation a ralenti en dépit de l'amélioration des résultats du marché du travail



1. En volume, pas encore conforme au SEC 2010.

2. Moyenne mobile sur 3 mois.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96 ; Eurostat et GUS.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172522>

Pologne : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	1 553.6	1.8	1.7	3.3	3.0	3.5
Consommation privée	954.2	0.9	1.0	2.3	2.9	3.3
Consommation publique	281.4	0.2	2.1	1.5	2.5	2.4
Formation brute de capital fixe	315.6	-1.5	0.9	9.4	5.1	6.0
Demande intérieure finale	1 551.1	0.3	1.2	3.5	3.3	3.7
Variation des stocks ¹	29.8	-0.6	-0.9	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 581.0	-0.4	0.2	3.5	3.3	3.7
Exportations de biens et services	670.2	4.3	5.0	3.8	3.3	5.9
Importations de biens et services	697.5	-0.6	1.8	6.6	4.0	6.4
Exportations nettes ¹	- 27.4	2.1	1.4	-1.2	-0.2	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.2	1.2	0.9	0.7	1.4
Indice des prix à la consommation	—	3.6	1.0	0.1	0.6	1.6
Déflateur de la consommation privée	—	3.2	0.8	0.7	0.4	1.3
Taux de chômage	—	10.1	10.3	9.2	8.6	8.2
Solde des administrations publiques ^{2,3}	—	-3.7	-4.0	-3.3	-2.9	-2.6
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	61.2	62.3	55.7	57.2	57.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	54.9	56.1	49.4	50.9	51.7
Balance des opérations courantes ²	—	-3.7	-1.4	-0.9	-1.4	-1.5


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. Sur la base du SEC 2010, avec les régimes de pension privés (OFE) classés hors du secteur des administrations publiques.

4. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173313>

orientation macroéconomique exceptionnellement favorable. La banque centrale n'a pas écarté la possibilité d'un nouvel ajustement de sa politique monétaire car, sous l'effet de pressions à la baisse sur les prix de l'alimentation et de l'énergie, l'inflation reste bien en dessous de la fourchette de 1.5 à 3.5 % retenue comme objectif en dépit du raffermissement du marché du travail.

Le rythme de l'assainissement budgétaire va ralentir

La réforme du système de retraite mise en œuvre en 2014 a amélioré la situation budgétaire immédiate. Elle a entraîné une hausse des cotisations de sécurité sociale (notamment parce que la proportion de cotisants ayant choisi de sortir librement du système de retraite de l'État a été inférieure aux prévisions), tout en réduisant la dette publique mesurée. Si les pouvoirs publics ont récemment annoncé de nouvelles dépenses sociales, à hauteur d'environ 0.2 % du PIB, en faveur des familles et des retraités bénéficiaires de faibles pensions, le déficit devrait cependant diminuer en 2015 pour s'établir à 2.9 % du PIB. L'orientation budgétaire est globalement appropriée, cependant un effort d'assainissement supplémentaire semble être de mise en 2016 pour ramener la dette publique en deçà du premier seuil retenu pour

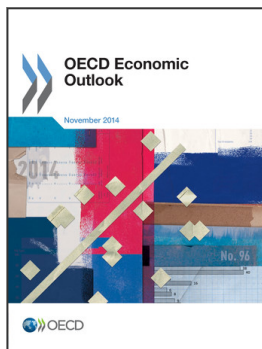
l'application de mesures correctives, fixé à 43 % du PIB (suivant la définition nationale), afin d'anticiper l'augmentation des dépenses de santé et de retraite attendue à moyen terme.

La croissance va se consolider

La croissance du PIB réel devrait rebondir au cours des prochaines trimestres, puis croître progressivement jusqu'à un taux suffisant pour absorber les capacités inutilisées au début de 2016. L'hypothèse retenue dans les prévisions est celle d'un relèvement par étapes du taux directeur par la banque centrale à partir de fin 2015, destiné à contrer les tensions inflationnistes qui risqueraient de voir le jour dans un tel contexte. Le recul du taux de chômage et la progression des salaires réels soutiendront la hausse de la consommation et de la demande intérieure. Des versements de fonds de l'UE constitueront une source de financement stable pour les investissements publics. L'amélioration des perspectives chez les partenaires commerciaux de la Pologne devrait se traduire par une reprise graduelle des exportations.

Les risques de divergence par rapport aux prévisions sont orientés à la baisse

La Pologne est plus exposée que la plupart des pays aux événements touchant la zone euro et aux risques géopolitiques liés à la situation de la Russie et de l'Ukraine. Les banques polonaises, bien que moins dépendantes qu'avant de financements étrangers, demeurent vulnérables face au risque d'un retard dans la résolution des problèmes des banques européennes. À l'inverse, les conséquences sur la consommation privée et l'investissement de l'amélioration de la confiance et de la progression des revenus pourraient être plus fortes que prévu.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Pologne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-34-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.